



QUATRIÈME ANNÉE.

On s'abonne
à l'imprimerie.

Price: 12 Francs par an.
Payables par trimestre
et d'avance.

MESSAGER DE TAHITI.

DIMANCHE 10 JUILLET 1859.

NUMÉRO 28

ANNONCES: 1 fr. la ligne,
caractères 9 points
(petit romain).
Au comptant.

S'adresser à l'imprimerie

2 NOV 1859
PUBLICITE
CABINET

PARTIE OFFICIELLE.

Papeete, le 10 Juillet 1859.

Arrêté du ministre concernant l'organisation du service météorologique à bord des bâtiments de guerre et des navires de commerce.

Du 16 février 1859.

SERVICE MÉTÉOROLOGIQUE.

Art. 1^{er}. Le service météorologique a pour but de multiplier et de régulariser les observations faites à la mer, et de les faire servir à la sécurité et à la célérité de la navigation.

Art. 2. Les observations seront faites sur les bâtiments de guerre et sur les navires de commerce.

Art. 3. Ce service est centralisé au dépôt de la marine.

Art. 4. Les observateurs des ports servent d'intermédiaires entre le dépôt de la marine et la flotte.

BÂTIMENTS DE GUERRE.

Art. 5. Les instruments à délivrer aux bâtiments d'o guerre, en sus de ceux portés au règlement d'armement, sont déterminés par les indications du tableau B, suivant l'espèce des bâtiments et la nature des campagnes.

Art. 6. Les observations seront faites sous la surveillance de l'officier chargé des montres, qui sera chargé de la tenue du journal et de son annexe; l'indemnité allouée à cet officier pour frais de bureau sera doublée.

Art. 7. Les ouvrages à délivrer sont:

- 1^o. La traduction des sailing directions de M. Maury;
- 2^o. La brochure de M. Tricaud (*Explications et usages des wind and current charts*).

L'ouvrage original de Maury ne sera délivré qu'aux commandants de station.

Art. 8. Les cartes à délivrer sont:

- 1^o. La collection complète des cartes du board of trade, traduites en français;
- 2^o. Les pilot charts de Maury, d'après les indications du tableau A.

Les commandants de station recevront la collection des cartes de Maury, conformément au tableau A.

Art. 9. A bord de tout bâtiment commandé par un officier supérieur, il sera, en outre, délivré à l'officier en second, pour être mis à la disposition de l'état-major, un exemplaire de la traduction de l'ouvrage de Maury et une collection des cartes traduites du board of trade.

Art. 10. A la fin de chaque campagne, les journaux et autres documents météorologiques seront remis au directeur de l'observatoire, qui les transmettra au dépôt avec un rapport contenant son appréciation.

NAVIRES DE COMMERCE.

Art. 11. Tout capitaine qui prendra l'engagement de noter ses observations dans la forme prescrite, et qui justifiera de la possession des instruments nécessaires pour les faire (1 baromètre à mercure et 2 thermomètres), recevra, à titre gratuit:

- 1^o. La traduction des sailing directions;
- 2^o. La collection complète des cartes traduites du board of trade;

3^o. La quantité de journaux et d'annexes nécessaire pour la durée prévue de la campagne.

Art. 12. Ces ouvrages seront délivrés aux capitaines, avec leur rôle d'équipage, par les commissaires de l'inscription maritime, contre leur reçu contenant l'engagement.

Les commissaires de l'inscription maritime tiendront un journal et un inventaire-balancier des envois qui leur auront été faits par le dépôt et des délivrances qu'ils auront faites. Ils transmettront tous les trois mois au ministre de la marine, sous le timbre du Cabinet, la situation au commencement de chaque trimestre, en indiquant les destinations des navires auxquels auront été faites les délivrances.

Art. 13. Les capitaines produiront, comme justification de la possession des instruments nécessaires; un état des comparaisons qui auront été faites entre ces instruments et les étalons; lequel état leur sera délivré gratuitement par le professeur d'hydrographie du port et devra être annoté sur le rôle.

Art. 14. Les professeurs d'hydrographie des ports de Saint-Servan, le Havre, Nantes, Bordeaux et Marseille, feront les comparaisons des instruments exigés des capitaines, avec les étalons qui leur seront remis du dépôt et de la conservation desquels ils seront chargés.

Art. 15. A la fin de chaque campagne, les journaux et annexes sont remis au commissaire de l'inscription maritime, qui mentionne cette remise sur le rôle et adresse les documents au directeur de l'observatoire du port chef-lieu. Ces documents sont ultérieurement transmis au dépôt avec le rapport du directeur de l'observatoire et par ses soins.

SERVICE CENTRAL.

Art. 16. L'ingénieur chargé du service des chronomètres est également chargé du service météorologique.

Art. 17. Si ultérieurement le nombre et l'importance des documents transmis l'exige, un sous-ingénieur sera attaché au service météorologique. Ce sous-ingénieur suppléera l'ingénieur en cas d'absence.

Art. 18. Les prescriptions générales du règlement du 20 février 1838 et de l'arrêté du 17 décembre 1838 sont applicables au service météorologique.

Art. 19. Le service météorologique au dépôt de la marine comprend tout ce qui est relatif à la construction des instruments, à leur entretien, à leur comparaisons, au mode des observations, à leur classement, à leur dépouillement, aux publications météorologiques.

Art. 20. Les officiers de la flotte peuvent être temporairement attachés au dépôt de la marine pour la rédaction définitive des cartes et ouvrages météorologiques.

Art. 21. L'ingénieur chargé du service météorologique correspond avec les agents des marines étrangères chargés de services analogues. La correspondance est soumise au directeur général du dépôt. Les cartes, ouvrages et instruments envoyés par ces agents au service météorologique sont adressés au directeur général du dépôt de la marine (service météorologique).

Art. 22. Le directeur général du dépôt est autorisé à délivrer, à titre de prêt, à l'ingénieur chargé du service météorologique les instruments des approvisionnements généraux, qui lui seraient utiles pour son service.

Art. 23. Tous les instruments du service hydrographique seront placés sous la direction de l'ingénieur chargé des chronomètres et de la météorologie.

Paris, le 16 février 1859.

L'Amiral, Ministre secrétaire d'état de la marine,

Signé: HAMELIN.

Le Commissaire Impérial p. l.

Vu l'arrêté constitutif en date du 27 Janvier 1857, portant création du Comité de commerce de Papeete;

Vu le procès-verbal constatant l'élection en date du 30 Juin dernier;

Vu le rapport du Directeur des affaires Européennes, Sanctionne l'élection du 30 Juin 1859, qui se compose:

M. M. Labbé,

Gilson,

Maurice Redet,

Tamoi.

Membres du Comité de commerce;

Désigne M. Labbé comme Vice-président.

Ordonne que le présent arrêté, devant servir de titre aux membres désignés ci-dessus sera enregistré partout où besoin sera et inséré au journal officiel de la Colonie.

Papeete, le 1^{er} Juillet 1859.

E. G. de la RICHIEUX.



PARTIE NON OFFICIELLE.

Paris 30 Avril.

Le ministre des affaires étrangères a adressé à tous les agents diplomatiques de l'Empereur, à la date du 27 avril, la circulaire suivante :

Monsieur, la communication qui a été faite, par ordre de Sa Majesté Impériale, au sénat et au corps législatif, me dispense de revenir sur les incidents dont l'opinion publique s'est préoccupée, depuis quelques semaines et qui ont fait l'objet de mes dernières dépêches. La gravité de la situation est devenue extrême et le dénouement qui en découlera ne serait malheureusement pas celui que de loyaux et persévérants efforts s'étaient appliqués à préparer. Dans des conjonctures aussi sérieuses, c'est un grand soulagement pour le gouvernement de l'Empereur de pouvoir soumettre sans crainte à l'appréciation de l'Europe la question de savoir à quelle puissance incombait la responsabilité des événements.

Qu'en l'état des choses en Italie fut normal, que le malaise et la sourde agitation qui en résultaient constituaient un danger pour tout le monde, que la raison conseillât de conjurer, par une saine prévoyance, une crise inévitable, voilà ce que l'Angleterre, la Prusse et la Russie ont pensé en même temps que la France. L'unanimité des appréhensions a aussitôt créé la conformité des sentiments et des démarches. La mission du comte Cowley à Vienne, la proposition d'un congrès, émanée de Saint-Petersbourg, l'appel tendu par la Prusse à ces tentatives d'accommodement, l'empressement de la France à adhérer aux combinaisons qui se sont succédé jusqu'à la dernière heure, tout ces actes, ou en soi, ont été inspirés par un même mobile, par le vif et sincère désir de consolider la paix en fermant paisiblement les yeux sur une difficulté qui menaçait si évidemment de la troubler.

Dans cette phase de l'affaire, monsieur, le gouvernement de l'Empereur a eu sa part d'initiative et d'action ; mais cette part, je tiens à le constater, s'est toujours confondue dans une œuvre collective. La France a simplement offert son concours, en qualité de grande puissance européenne, pour régler, dans un esprit d'entente et de confiance avec les autres cabinets, une question qui excitait ses sympathies, je ne le dissimule pas, mais où elle n'apercevait encore ni des devoirs particuliers à remplir, ni des intérêts présents à défendre. Le jour où le cabinet de Vienne avait promis, par des déclarations solennelles, de ne pas compromettre l'hostilité, il avait lui-même paru présenter l'affidèle que commanderait l'insuffisance du gouvernement de l'Empereur toute agression dirigée contre le Piémont.

Une semblable assurance, en dotant à la médiation des puissances le temps de s'exercer, permettait d'espérer la prochaine convocation du congrès. En effet, l'Angleterre venait de déterminer, avec l'assentiment de la France, de la Prusse et de la Russie, les dernières conditions de la réunion de cette assemblée où la place que la justice et la raison assignaient aux Etats Italiens leur était accordée. La Sardaigne, de son côté, adhérait au principe du désarmement simultané et probable de toutes les puissances qui, depuis quelque temps, avaient augmenté leur effectif militaire. A ces préages de paix, le cabinet de Vienne opposait tout à coup un acte qui, pour le caractériser comme il doit l'être, est l'équivalent d'une déclaration de guerre.

Ainsi l'Autriche détruit isolément, et de parti pris, le travail suivi avec tant de patience par l'Angleterre, secondé avec tant de loyauté par la Russie et la Prusse, facilité avec tant de modération par la France. Non seulement elle ferme à la Sardaigne la porte du Congrès, elle la somme, sous peine de s'y voir contraindre par la force, de mettre bas les armes sans condition aucune et dans le délai de trois jours.

Un formidable appareil de guerre se déploie en même temps sur les rives du Tessin, et c'est, à vrai dire, au milieu d'une armée en marche, que le général en chef Autrichien attend la réponse du cabinet de Turin.

Vous connaissez, monsieur, l'impression causée à Londres, à Berlin et à Saint-Petersbourg par la résolution si inopportune et si fatale du cabinet de Vienne. L'étonnement et le déplaisir des trois puissances se sont traduits par une protestation dont l'opinion publique s'est aujourd'hui rendue l'écho dans toutes les parties de l'Europe.

Si l'Angleterre, la Prusse et la Russie, par la démarche qu'elles se sont hâtées d'accomplir, ont pu dégager pleinement leurs responsabilités morale et satisfaire aux exigences de leur dignité offensée, le Gouvernement de l'Empereur, lui d'ailleurs par des considérations analogues, avait à marquer d'avantage son attitude, et d'au-

tres obligations lui étaient imposées. Rien ne modifie la solidarité qui s'était établie au début entre nous et les puissances médiatrices ; la question demeure au fond la même, mais nous avons une trop grande confiance dans les dispositions dont ces puissances ont été pourvues d'étonnantes, étonnantes, pour douter un seul instant qu'elles se méprèment sur le sens de la politique que d'anciennes traditions et des nécessités impérieuses de position géographique nous indiquent si naturellement.

La France, depuis un demi-siècle, n'a jamais prétendu exercer en Italie une influence exclusive, et ce n'est pas elle assurément qui l'aurait osée d'avoir tenté de réveiller le souvenir de lattes anciennes et de rivalités historiques. Tout en elle a demandé jusqu'ici, et les traités sont d'accord avec ses vœux, à croire que les Etats de la Péninsule venissent de lui se lever, et n'eussent dans leurs affaires intérieures, comme dans leurs rapports avec l'étranger, qu'à compter avec elle mêmes. Je ne sache pas qu'à cet égard on pense à Londres, à Berlin et à Saint-Petersbourg d'une autre façon qu'à Paris ; qu'il en soit, les circonstances ont inversé l'Autriche, vis-à-vis les diverses puissances de l'Italie, d'une situation jugée unanimement préconvenable.

La Sardaigne seule a échappé jusqu'à présent à une action qui a altéré, de l'aveu général, dans une partie importante de l'Europe, le système d'équilibre qu'on avait voulu y établir. Partout ailleurs elle fait état fort grave ; mais, quels que fussent ses sentiments intimes, il pouvait nous suffire, avec les opinions que nous communiquons aux autres cabinets, de leur signaler, le mal à corriger.

Une telle réserve, monsieur, lorsqu'il s'agit de la Sardaigne, devenant un obstacle à nos intérêts les plus essentiels. Ce n'est pas la configuration du sol qui courbe, de ce côté, une des frontières de la France ; les passages des Alpes ne sont pas entre nos mains, être nous avons mis au plus haut point que la clef en reste à Turin, uniquement à Turin. Des considérations françaises, mais des considérations également européennes, tant que le respect des droits et des intérêts légitimes des puissances continuait à servir de règle à leurs rapports réciproques, ces considérations, dis-je, ne permettent pas au Gouvernement de l'Empereur d'hésiter sur la conduite qu'il a à tenir quand un Etat aussi considérable que l'Autriche prend envers le Piémont le ton de la menace et se prépare ouvertement à lui dicter des lois. Cette obligation ennuie une grave nouvelle au refus de l'Autriche de discuter avant d'agir. Nous ne voulons, à aucun prix, nous trouver en face d'un fait accompli, et c'est ce fait que le Gouvernement de l'Empereur est résolu à conjurer. Ce n'est, d'ailleurs, pas une attitude offensive, c'est une mesure de défense que nous adoptons en ce moment.

De vieux souvenirs, la communauté des origines, une récente alliance des Maisons souveraines nous unissent à la Sardaigne. Ce sont là des raisons sérieuses de sympathie et que nous apprécions à toute leur valeur, mais qui ne suffiraient peut-être pas à nous décider. Ce qui nous trace sûrement notre voie, c'est l'intérêt permanent et héréditaire de la France, c'est l'impossibilité absolue pour le Gouvernement de l'Empereur d'admettre qu'un coup de force établisse au pied des Alpes, contrairement aux vœux d'une nation amie et à la volonté de son souverain, un état de choses qui livrerait l'Italie tout entière à une influence étrangère.

Sa Majesté Impériale, strictement fidèle aux paroles qu'elle a prononcées lorsque le peuple français l'a appelée au trône du chef de sa dynastie, est animée d'une ambition personnelle, d'aucun intérêt de conquête. Le temps n'est pas venu où l'Empereur a pu, dans une crise européenne, que la modulation était l'âme de sa politique. Cette modulation, à l'heure qu'il est, préside avec la même force à ses desirs, et tout en sauvegardant les intérêts que la Providence lui a confiés, Sa Majesté ne songe pas, vous pouvez en donner autour de vous l'assurance la plus positive, à séparer ses vœux de celles de ses allies. Loins de là, son Gouvernement, en se référant aux incidents qui ont marqué les négociations des semaines précédentes, nourrit le ferme espoir que le gouvernement de Sa Majesté Britannique continuera à persévérer dans une attitude qui, en unissant par un lien moral la politique des deux pays, permet aux Cabinets de Paris et de Londres de s'enquêter sans réserve et de combiner, selon les éventualités, une entente destinée à préserver le continent des effets de la lutte qui peut surgir à l'une de ses extrémités. La Russie nous en avons la profonde conviction, sera toujours prête à diriger ses efforts vers le même but. Quant à la Prusse, l'esprit tend à la fois impartial et conciliant dont elle a fait preuve dès l'origine de la crise, est un sûr garant de ses dispositions à ne rien négliger pour en circonvenir l'explosion.

Jeux spéculatifs, d'une façon toute particulière, que les puissances qui composent la Confédération germanique ne se laissent pas égarer par les souvenirs d'une époque différente. La France ne peut voir qu'avec peine l'application qui s'est répandue de quelques États de l'Allemagne, elle ne comprend pas que ce grand pays, d'origine et de culture si patriotiquement imbue de sentiments de sa force, puisse croire sa sécurité menacée par des événements dont le théâtre doit rester éloigné de son territoire. Le Gouvernement de l'Empereur veut donc penser que les hommes d'État de l'Allemagne reconnaîtront bientôt qu'il dépend en grande partie d'eux mêmes de contribuer à limiter l'étendue et la durée d'une guerre que la France, s'il lui faut la soutenir, aura du moins la conscience de n'avoir pas provoquée.

Je vous invite, monsieur, à vous inspirer des considérations développées dans cette dépêche dans votre plus prochain entretien avec M... et à lui en laisser copie. Devant la netteté du langage que je vous tiens ici par ordre de l'Empereur et qui implique, dans la pensée de Sa Majesté, le désir d'offrir aux autres Cabinets toutes les garanties possibles pour les amener à une appréciation vraie de la situation et les rassurer, en ce qui les concerne, sur ses conséquences, il m'est difficile de supposer que le gouvernement de... n'accueille pas nos explications avec une confiance égale à celle qui me les a dictées.

Recevez, etc.

WALEWSKI D.

AVIS.

Les personnes qui pourraient fournir des exemplaires du journal de l'Océanie française de 1843 à 1847, sont priées d'en donner communication au bureau de la Majorité. Au besoin, ces exemplaires seront achetés de gré à gré.

On demande également des exemplaires, du numéro 25 de l'année 1853 du numéro 29 de l'année 1857 et des numéros 40 et 41 de l'année 1858.

2-3

Avis.

A Compter du 1^{er} Août, l'hippodrome sera ouvert les mardis, vendredis et samedis, de deux à cinq heures du soir pour les personnes qui désiraient préparer leurs chevaux, pour les courses qui doivent avoir lieu le 16 Août prochain.

Mercuriale du 1^{er} au 7 Juillet.

	PRIX:
Pain	1 fr. les 800 gms.
Pain	4 fr. le sac.
Bœuf frais . . .	1 fr. 90 le 1 ^{er} choix.
de	1 fr. 50 le 2 ^e choix.
Lard frais . . .	1 fr. 90 le 1 ^{er} choix.
de	1 fr. 50 le 2 ^e choix.
Oeufs	3 fr. la douz.
Légumes	1 fr. le paquet.
Poissons	1 fr. le poisson.

Certifié véritable

Le Commissaire de Police

Vu: Le Directeur des affaires Européennes; P. Landes.

BATIMENTS SUR RADE.

DE GUERRE.

3 Juillet, Brig goëlette *Assilur*, Commandé par M. Lebleux Lt. de Vaisseau.

DE COMMERCE.

13, Goëlette du Protectorat *Sarak*, cap. Brown
15, 3 m. franc *François-Nicolas-Alfred*, cap. Pouvallet.
18, Côte du Protectorat *Alma*, cap. Lemaire.
25 Juin, 3 mâts barque *Suedois Concordia*, cap. Bork
27, Goëlette du Protectorat *Arari*, cap. Lewis.

ENTRÉES.

Mouvements du Port de Papeete, du Jeudi 30 Juin au Jeudi 7 Juillet 1859.

DE GUERRE.

3 Juillet, Brig goëlette *Assilur*, Commandé par M. Lebleux Lt. de Vaisseau, venant de Poya en 27 jours.

DE COMMERCE.

6 Juillet, Goëlette de Borahura *Mou-nua-terrova*, cap. Haadi, 3 hommes d'équipage, venant de Huahine en 3 jours.

SORTIES.

DE GUERRE.

5 Juillet, Transport de Guerre *Infatigable*, Commandé par M. Desperles Lt. de Vaisseau allant à Port de France (Nouvelle-Calédonie).

DE COMMERCE.

4 Juillet, Brig goëlette Américain *Norming Star*, cap. Brown, 9 hommes d'équipage, 14 passagers, allant aux Sandwich.

4 id. Balaicier Américain *Zone*, cap. Frasier, 31 hommes d'équipage, allant à la pêche de la baleine.

Paru faaite

La tae i te mahana hae no Aite ra e vili hae i te faatitahemo raa puaa i te mau mahana ieru, te mahana pae e mahana mahana, e te hora pii e tae noa i te hora pae i te hihiri i te faa i hihiri i te faaehenehe i te raa no mau parahorofenua no te faatitahemo raa rahi i te mahana tae no Aite i mau nei.

ETAT DES BESTIAUX

Abattus à Papeete, du 1^{er} au 7 Juillet 1859.

Date de l'abattage.	NOMS des bouchers.	NOMS des vendeurs.	Espèce des bestiaux.	Nombre	MARQUES.
1 Juillet.	M ^r . Georget	M ^{rs} . Huruino (District de Voivao.) Antonio (District de Tohohu) Georget. (District de Tohohu)	Vache	1	17.
3 do	do.	J.G. Ormond (District de Teahupo)	Taureau	1	A J.
4 do	do.	B. Ormond (District de Teahupo)	do.	1	T.
5 do	do.	do.	do.	1	P.
6 do	Ch. Kio	do.	do.	1	O. Avec une croix au milieu.

Papeete, le 30 Juin 1859.

Le Commissaire de Police,

KAPPAH.

Vu: Le Directeur des Affaires Européennes.
P. LANDES.

OBSERVATIONS METEOROLOGIQUES du 1^{er} au 7 Juillet 1859.

DATES	HAUTEUR BAROMETRIQUE		TEMPERATURE.			Moyenne de h. 40 h. mat. à h. 40 h. soir.	Humidité relat. en h. 40 h. soir.	Quantité de pluie tombée.	Vents dominants pendant le jour.
	hauteur	oscillation diurne.	à 6 h. mat.	à 4 h. soir	Moyenne.				
V.1	759.3	1.7	23.8	26.8	25.3	24.7	84.3	0.0065	Calme
S.2	758.3	1.6	22.8	23.6	23.2	22.7	87.8	0.0010	SO.
D.3	755.7	2.4	21.0	26.3	23.6	23.4	86.5	0.0095	SO.
L.4	756.3	1.3	20.0	27.5	23.7	22.2	66.7	0.	O.
M.5	756.9	2.7	19.0	26.8	22.9	23.9	66.2	0.0011	NO.
M.6	757.3	1.7	20.0	29.7	24.8	24.7	69.2	0.0032	SO.
J.7	758.9	2.4	24.0	30.0	25.0	23.4	69.5		

Le Gérant, Ch. SENTENAC.

Typographe du Gouvernement, Papeete.